Le Pakistan : puissance nucléaire

QUELLE RÉÉVALUATION DU DEGRÉ DE VIGILANCE FACE AU TERRORISME ?

Jean-Marie Collin

Va-t-on assister à une nouvelle guerre entre l'Inde et le Pakistan ? En effet, la tension militaire entre les deux puissances nucléaires d'Asie du Sud — qui ont massé depuis la fin de l'année dernière près d'un million de soldats à leur frontière commune — a pris une nouvelle fois un virage dangereux après un attentat le 14 mai dernier contre un autocar civil et le quartier résidentiel d'une caserne de l'armée indienne à Jammu, au Cachemire indien. L'attentat a fait trente-cinq morts, dont de nombreux civils et les trois auteurs de l'attaque, ont été désignés par New Delhi comme des militants séparatistes pakistanais. Objet du litige : le Cachemire, territoire que se disputent depuis un demi-siècle — et trois guerres — les deux « frères ennemis » de l'Asie du Sud.

Grand déploiment de moyens militaires comme diplomatiques, duels d'artillerie, échanges de tirs entre soldats, déclarations martiales pour dénoncer le « terrorisme interfrontalier », etc. Pas un bouton de guêtre ne manque à l'appel.

Les dirigeants occidentaux ont évidemment lancé des invitations à la modération, mais quel crédit accorder à leurs déclarations alors qu'une fois encore ils se sont comportés comme des apprentis-sorciers dans cette région du monde comme il y a peu au Moyen-Orient...

Combien faudra-t-il d'attentats — comme celui de Karachi à l'encontre des salariés français de la DCN œuvrant à la construction d'un sous-marin Agosta B90 — pour que nos pays cessent d'exporter des armes auprès de pays en conflits comme peuvent l'être l'Inde ou le Pakistan, quatrième client de la France durant la décennie 1991-2000 ?

Le Pakistan est créé en 1947. Cet État est né du regroupement des zones musulmanes (à l'Est et à l'Ouest de l'Inde) conformément à la résolution de Lahore de 1940. La recherche et la mise en œuvre d'une force nucléaire pakistanaise est principalement motivée par les craintes d'une domination militaire indienne. Suite aux essais indiens, le Pakistan sort enfin de l'ombre les 28 et 30 mai 1998 pour devenir officiellement une puissance nucléaire.

L'Inde et le Pakistan se sont déjà livrés trois guerres : les guerres de 1947/1948 et de 1965 avec comme enjeu la région du Cachemire ; la guerre de 1971 qui marque la perte des territoires de l'Est (futur État du Bangladesh). Cette dernière confrontation sera ressentie comme une défaite humiliante.

C'est d'ailleurs peu de temps après cette défaite que le Pakistan décide de commencer un programme d'armement nucléaire. Cette force nucléaire aura pour objectif de répondre à l'Inde qui possède des armes conventionnelles supérieures en nombre et à ne pas se laisser distancer par son programme nucléaire, en œuvre depuis le milieu des années 1960. *« Notre peuple aura sa bombe islamique, même s'il lui faut manger de l'herbe pour la financer »*, explique le président du Pakistan, Zulfikar Ali Bhutto, lors du lancement du projet. Janvier 1972, dans la ville de Multan, ingénieurs et physiciens pakistanais sont réunis pour concevoir le programme de recherche nucléaire. Mais c'est à la suite de l'explosion nucléaire pacifique de l'Inde en 1974, que le Pakistan va faire de son programme nucléaire une priorité absolue.

Les recherches vont s'engager dans la filière du plutonium pour la conception d'une arme atomique. Le plutonium devait être extrait de son réacteur de recherche civil avec l'aide de la France, qui lui propose en 1974 de lui fournir une usine de retraitement de combustible lui permettant l'extraction de cette matière. Mais devant les pressions américaines la France renoncera officiellement à ce contrat d'équipement

en 1976. Une partie de cette usine de retraitement (usine de Chasma) sera cependant construite.

Le Pakistan va alors s'orienter sur la production d'uranium enrichi (second moyen pour réaliser une arme atomique) avec l'aide du docteur Adbul Qadeer Khan [1], considéré comme le père du programme nucléaire militaire pakistanais. Adbul Qadeer Khan va voler des informations cruciales, ce qui lui permettra de délivrer des plans pour la technologie d'enrichissement de l'uranium par centrifugation, ainsi qu'une liste des fournisseurs susceptible de fournir les composants nécessaires à la réalisation de ses appareils à son pays. Avec l'aide plus ou moins officielle de pays occidentaux (Allemagne de l'Est, Belgique, Canada, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne), le Pakistan, va parvenir à réaliser des centrifugeuses à gaz au sein des laboratoires de recherche technique, dans la ville de Kahuta en 1976. La première étape vers la construction d'une bombe atomique venait d'être franchie.

Le Pakistan par ces actes a contrevenu à certaines lois américaines mise en place pour contrer la prolifération nucléaire. Les Etats-Unis décident d'appliquer des sanctions économiques et de suspendre leurs aides militaires à cet État. Dès 1979, les amendements Sygmington et Glenn, Solarz (1985), et Pressler vont être appliqués avec plus ou moins de rigueur. En effet, les Etats-Unis vont jouer un double jeu face au programme nucléaire pakistanais :

- *Un jeu opportuniste*, le Pakistan est devenu un partenaire stratégique dans cette région pour contrer les forces soviétiques entrées en Afghanistan en 1979. Cela conduit les Américains à fournir à ce pays un équipement militaire moderne (avec l'espoir, par le biais de ces équipements militaires, de faire renoncer le Pakistan à l'acquisition d'une bombe nucléaire !).
- *Un jeu inégal*, qui conduit les Américains à appliquer, à la suite du retrait des troupes soviétiques (1989), les sanctions qui étaient imposées depuis 1979 mais qui n'avaient pas été appliquées jusqu'à présent. Alors que le programme nucléaire du Pakistan n'avait jamais cessé.

Sans doute la politique américaine de sanctions, était-elle poussée par la crainte de voir l'arme atomique tomber entre les mains d'un pays musulman (par conséquent, la peur de voir d'autres pays musulmans comme l'Irak, l'Iran, la Libye se procurer cette arme).

La République populaire de Chine, va fournir dès le début des années 1980 l'aide nécessaire à la fabrication d'armes atomiques, car l'Inde ne doit pas être la seule puissance nucléaire de l'Asie du Sud-Est. Le Pakistan sera le parfait contrepoids à cette puissance nucléaire indienne. En 1983, la Chine va fournir les plans d'une bombe atomique à l'uranium enrichi. Le programme nucléaire atteint un niveau clef en 1985 car les laboratoires de Kahuta ont produit suffisamment d'uranium enrichi pour donner une capacité nucléaire au Pakistan. Cependant, même avec l'aide du docteur Khan, la production d'uranium s'avère difficile. Afin de moderniser cette usine, le Pakistan va acheter à la Chine des composants clefs pour les centrifugeuses. En 1991 la production d'uranium enrichi est par décision du nouveau président Nawaz Sharrif (qui succède à Benazir Bhutto) suspendue.

La décision d'arrêter cette filière pour la production d'armes nucléaires est une réponse aux aides américaines. Pour autant cela ne signifie pas

Avec l'aide de la France...

Le 18 mars 1976, Paris signe avec Islamabad un contrat portant sur la vente d'une usine de retraitement de combustibles irradiés, capable de produire jusqu'à cinquante kilos de plutonium 239 par an. Cependant « *pas plus le Quai d'Orsay, que le Commissariat à l'énergie atomique n'étaient assez naïfs pour croire à la pureté pacifique du projet* » pakistanais [1]. Ce contrat avait préalablement reçu un blanc-seing de la part des Etats-Unis et ne contrevenait à aucune législation internationale relative à la non-prolifération.

Le 30 juin 1976, le Congrès des Etats-Unis promulgue l'amendement Sygmington. Cet amendement est la conséquence directe des accords de coopération américano-indien sur la fourniture de combustibles nucléaires (uranium enrichi) qui ont permis à l'Inde de réaliser un essai nucléaire « pacifique » le 18 mai 1974. Par conséquent, le vote de cet amendement dans la législation américaine remet en cause leur approbation du contrat franco-pakistanais, car il le met en contradiction avec leur propre loi. De plus, 1976 est l'année où se déroulent les élections présidentielles, il est impossible pour l'un des deux candidats de ne pas montrer que les Etats-Unis combattent la prolifération nucléaire.

C'est pour cette raison, que par des manœuvres de « fausse pression » des Etats-Unis sur la France pour la rupture de ce contrat vont apparaître. Suite à ces diverses pressions, le 16 décembre 1976, le président français Valéry Giscard d'Estaing annonce la suspension du contrat à la société en charge de cette affaire Saint-Gobain nucléaire. Mais entre 1976 et 1978, la France va fournir au Pakistan les plans de l'usine et quelques éléments spécifiques à son fonctionnement. L'usine en 1978 est achevée, la France annonce alors officiellement la non-exécution du contrat.

L'histoire de la prolifération nucléaire devient alors aux yeux de tous : « *En 1978, la France, après avoir courageusement résisté aux pressions américaines, abandonna son projet de construction d'une usine de retraitement au Pakistan, installation à laquelle les Etats-Unis, défenseurs de la non-prolifération nucléaire, étaient farouchement opposés.* » [2]

J.-M. C.

5) Dominique Lorentz, *Affaires atomiques*, édition Les arènes, Paris, 2001, p. 306.
6) *Idem*, p. 315.

la fin du programme militaire nucléaire qui va se concrétiser dans les années 1990. Le Pakistan va secrètement avec son allié chinois reprendre les recherches sur la production de plutonium. Un réacteur à eau lourde est construit à Khushab[2] ainsi qu'une usine de retraitement de combustible usé à Chasma[3] (en partie construite par la France) avec l'aide chinoise. Selon des experts de la CIA, il est possible que ce réacteur ne soit en réalité qu'un complexe vide. De plus à Rawalpindi au sein de l'Institut pakistanais de science et de technologie nucléaire[4] se trouvent des moyens d'extraction de plutonium. Ce réacteur va devenir l'élément central pour la production d'environ quinze kilos de plutonium nécessaire à la confection de deux à trois bombes nucléaires par an. Cette nouvelle disponibilité va permettre d'augmenter ses capacités de production d'armes nucléaires (20 % à 30 % en plus) et de créer des armes plus légères et plus compactes que les bombes à l'uranium. Il n'est pas exclu que ce réacteur fabrique du tritium, matière qui donne un meilleur rendement à l'arme nucléaire.

Le Pakistan va tenir pendant la décennie 1990 un discours ambiguë, certifiant qu'il ne possède pas de dispositif nucléaire complet, mais qu'il est un État nucléaire. Le programme nucléaire pakistanais est fort ambitieux, très coûteux pour ce pays soumis à des sanctions, et qui dispose de ressources économiques et technologiques faibles. Pour cette raison, il va tenter de convaincre l'Inde de faire un pas en faveur de la non-prolifération nucléaire en ratifiant ensemble le Traité de non-prolifération et en proposant la création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud-Est. Ces propositions furent rejetées. Seuls des accords de confiance bilatéraux interdisant d'attaquer les installations nucléaires de chacun et la création d'une ligne téléphonique entre les dirigeants des deux pays furent acceptés.

En 1995, alors que l'Inde prépare un dispositif d'explosion nucléaire, le Pakistan réplique immédiatement en préparant un dispositif identique. Le ministre des affaires étrangères Asif Ahmad Ali, explique ainsi la position nucléaire du Pakistan : *« Si l'Inde veut prouver sa virilité en conduisant un essai nucléaire, nous avons nous aussi la capacité de prouver notre virilité. »* Le Pakistan refuse de ratifier le 24 septembre 1996, le Traité d'interdiction complet d'essais nucléaires (CTBT). Le 25 mai 1998, le Pakistan en réponse au tir indien décide de dévoiler sa force nucléaire en procédant à l'explosion de cinq essais nucléaires. Les bombes nucléaires étaient à l'uranium enrichi. Le 30 mai 1998, un nouveau tir est exécuté, rejoignant ainsi l'Inde avec six essais réalisés depuis 1974. Le Pakistan revendique avoir procédé à six essais nucléaires, ces essais n'ont toutefois pas tous été confirmés par les stations sismiques déployées de par le monde. Seuls deux explosions sont confirmées avec certitude. Tous ces tirs ont été conduits dans la région du Baloutchistan sur le site d'essai de Ras koth aux monts Chagaï (dénommé aussi Dostan Wadh, près de la frontière iranienne).

Les essais de différentes puissances réalisés par le Pakistan ont prouvé sa capacité à rendre transportable les bombes nucléaires sur des vecteurs comme les avions ou les missiles. Il dispose d'une technologie pour ces missiles balistiques issue de la République populaire de Chine (trente missiles M-11) ou de la Corée du Nord (Ghauri 3 portée de 2 500 à 3 000 kilomètres basé sur le No-dong), ainsi que de nombreux avions de chasse pouvant transporter une arme nucléaire (notamment 32 F-16 et des Mirage V). Le Pakistan va continuer à améliorer sa capacité balistique qui devra être apte à l'avenir à pénétrer en profondeur la défense adverse.

Le Pakistan va certainement continuer à moderniser son dispositif nucléaire au cours de la prochaine décennie. On estime qu'il possède actuellement entre vingt-quatre et quarante-huit armes nucléaires. Les Etats-Unis ont eu à nouveau besoin de ce pays pour conduire leur lutte contre le terrorisme. Leur premier geste de soutien fut la levée de l'amendement Pressler, ce qui signifie la fin des sanctions économiques et un retour de l'aide militaire. Le Pakistan parviendra peut-être avec cette « nouvelle amitié », à récupérer après treize ans d'attente les chasseurs F-16 achetés en 1989, ce qui lui permettra de renforcer encore plus sa composante nucléaire aérienne. **J.-M. C.**

---

1) Abdul Qadeer Khan est un ingénieur formé en Allemagne. Il était employé dans une compagnie néerlando-germano-britannique Urenco, au sein de l'usine d'enrichissement de l'uranium à Almelo en Hollande au début des années 1970. C'est dans cette usine qu'il a volé divers secrets de fabrication de centrifugeuses à gaz permettant d'enrichir l'uranium.

2) Réacteur de 40 à 50 MWT près de Jalalabad dans le district de Khushab. Ce réacteur n'est pas soumis aux règles de contrôle de l'AIEA, il est destiné essentiellement à la production de plutonium. Sa construction est achevée en 1996, mais en 1997, faute de combustible, il n'était toujours pas opérationnel. Sa production semble avoir démarré en 2000.

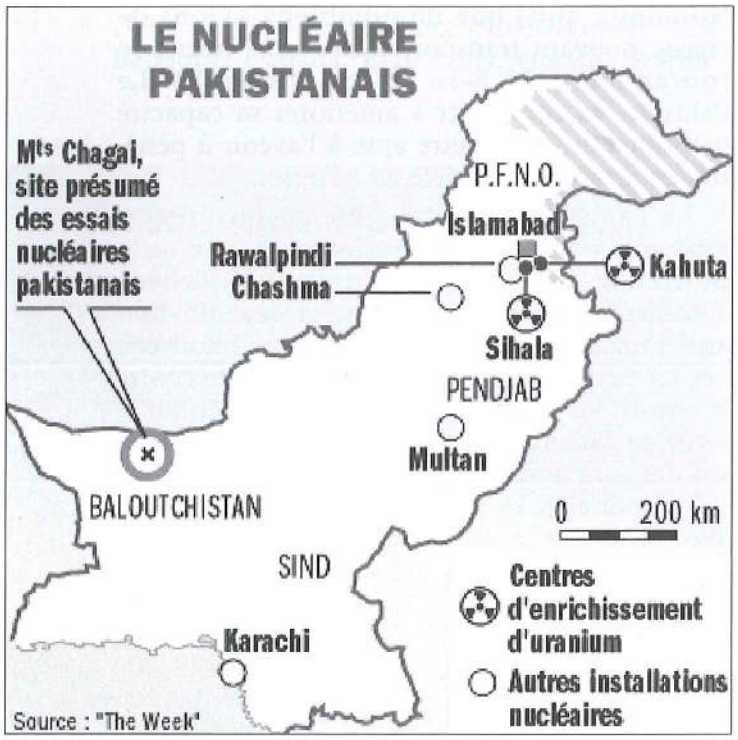
3) Usine située dans un désert à 250 kilomètres de Jalalabad.

4) Pakistan Institute of Nuclear Science and Technology (PINSTECH)

Les installations nucléaires militaires au Pakistan

QUELLE RÉÉVALUATION DU DEGRÉ DE VIGILANCE FACE AU TERRORISME ?

Jean-Marie Collin



Entre le 28 mai 1998 et le 30 mai 1998, le Pakistan revendique avoir effectué six tests nucléaires lors de sa campagne d'essai.

Sites d'essais nucléaires

Le Pakistan a effectué ses essais nucléaires dans la région du Baloutchistan. Cette région est désertique, proche de la frontière iranienne et afghane. Les sites d'essais nucléaires ont été dans un premier temps situés dans les Chagaï Hills près de la ville de Dalbandin. En réalité, ceux-ci ont été effectués sur deux sites différents distants d'une centaine de kilomètres :

- le site de Ras Koh ;
- le site du désert de Kharan, l'essai aurait été effectué près des installations de Wazir Khan Khosa.

Selon les autorités pakistanaises, lors des essais du 28 mai 1998, cinq tirs auraient été effectués simultanément dans un tunnel horizontal d'une puissance totale de quarante à quarante-cinq kilotonnes. Mais, selon des données sismiques recueillies de par le monde un seul essai a été enregistré d'une puissance de neuf kilotonnes.

Le 30 mai, un second essai est effectué, dans un puits vertical. Cet essai n'est pas contesté. Seule la puissance de cette explosion ne correspond pas entre les analyses sismiques relevées et la puissance indiquée par les autorités pakistanaises (de quinze à dix-huit kilotonnes). La bombe nucléaire avait apparemment une puissance de quatre kilotonnes.

Pour ces différentes raisons, les experts internationaux reconnaissent au Pakistan un total de deux essais nucléaires et non de six comme il le revendique.

Date	Lieu	Type / Puissance
28 mai 1998	Ras Koh	Souterrain / 9 kt
30 mai 1998	Désert de Kharan	Souterrain / 4 kt

Industries nucléaires militaires

Kahuta, deux complexes à des fins de recherche et de production de matières sont localisés dans cette ville :

- le Laboratoire de recherche Khan, où sont effectuée des travaux sur les armes nucléaires et sur le développement de missile à longue portée ;
- l'usine au nom de code « projet 706 ». Construite avec l'aide de la Chine dans les années 1980, cette unité permet la fabrication d'uranium hautement enrichi par ultracentrifugation. Elle devient opérationnelle en 1984, mais il faut attendre 1986 pour lancer la production d'uranium (entre trente à cinquante kilos par an). C'est la plus importante usine de ce type du pays. Elle est gérée et approvisionnée par un organisme du ministère de la défense basé à Rawalpindi, le « Special Works Organisation ». Cette unité n'est pas soumise aux règles d'inspections de l'AIEA

Sihala, située près d'Islamabad, c'est une installation expérimentale pour l'enrichissement de l'uranium par ultracentrifugation.

Dera Ghazi Khan, ville proche des principales mines d'extraction d'uranium. Elle compte une unité de purification et une unité de fluoration de l'uranium.

Chasma, usine de retraitement de combustible nucléaire irradié, construite avec l'aide de la France

État des accords multilatéraux en matiere de désarmement du Pakistan

Date du traité / Entré en vigueur	Nature du traité	État des accords
1er décembre 1959 23 juin 1960	Traité de l'Antarctique, portant sur l'interdiction d'activités militaires	Non adhérent à ce traité
8 août 1963 10 octobre 1963	Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra atmosphérique et sous l'eau	Signé le 14 août 1963 et ratifié le 3 mars 1988
27 janvier 1967 10 octobre 1967	Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps céleste	Signé le 12 septembre 1967 et ratifié le 8 avril 1968
14 février 1967 Pour chaque gouvernement séparément	Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes, Traité dit de Tlatelolco	Non adhérent à ce traité
1er juillet 1968 5 mars 1970	Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP)	Non adhérent à ce traité
11 février 1971 18 mai 1972	Traité interdisant de placer des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive sur le fond des mers et des océans ainsi que dans leur sous-sol	Non adhérent à ce traité
6 août 1985 11 décembre 1986	Traité sur la zone dénucléarisée dans le Pacifique Sud Traité dit de Rarotonga	Non adhérent à ce traité
15 décembre 1995 Pas encore en vigueur	Traité sur une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud-Est. Traité dit de Bangkok	Non adhérent à ce traité
11 avril 1996 Pas encore en vigueur	Traité sur une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique. Traité dit de Pelindaba	Non adhérent à ce traité
24 septembre 1996 Pas encore en vigueur	Traité d'interdiction complète des essais (TICE)	Non adhérent à ce traité

(Saint-Gobain nucléaire) à partir de 1976. Cette usine a permis au Pakistan de fabriquer du plutonium.

Rawalpindi, dans cette ville est localisée le premier réacteur de recherche nucléaire acheté aux Etats-Unis à l'uranium enrichi (90 %), transformé pour une utilisation d'uranium enrichi (20 %). Ce réacteur est installé au sein du PINSTECH (Pakistan Institute of Nuclear Sciences and Technology).

Multan et **Karachi**, chacune de ces villes compte une usine de production d'eau lourde.

Mines d'uranium

Le Pakistan possède plusieurs sites de mines d'uranium. Les sites les plus importants se trouvent dans la région de Dera Ghazi Khan :

- Nord et sud de Nangar Nai ;
- Khara-Murghan Zai ;
- Pitek Sori Gorakh.

Le Pakistan achète aussi du minerai d'uranium au Niger.

J.-M. C.

Pour en savoir plus

- R. W. Jones and M. G. McDonough, *Tracking Nuclear Proliferation: A Guide in Maps and Charts*, édition Carnegie Endowment for International Peace, 1998.
- Dominique Lorentz, *Affaires atomiques*, édition Les arènes, Paris, 2001, 603 pages.
- *Bulletin of the Atomic Scientists*, janvier/février 2002.
- *Courrier International*, « Le cauchemar nucléaire de Musharraf », 15 novembre 2001, n° 576.
- *The Military Balance 2000/2001*.
- http://www.fas.org/nuke/guide/pakistan/nuke/index.html
- http://www.obsarm.org

La doctrine de domination américaine : localiser l'opposition

L'APRÈS-11 SEPTEMBRE 2001

Le 31 janvier et 1er février 2002, à Bruxelles se déroulait une rencontre organisée par le Réseau européen pour la paix et les droits de l'homme afin de favoriser la prise en compte de la « culture de paix » par les différents mouvements qualifiés improprement d'anti-mondialisation. Nous reproduisons ci-dessous l'intervention de Ken Coates, président de la Fondation Bertrand Russell.

Ken Coates

Depuis que nous avons accepté la tenue de cette conférence, le monde entier a été secoué jusque dans ses fondations, d'abord par les atrocités survenues aux États-Unis le 11 septembre, puis par la réponse américaine qui fut de proclamer une « guerre contre le terrorisme » et de lancer le premier épisode de cette guerre en Afghanistan.

À l'époque, une critique consistait à dire que le terrorisme devait être assimilé à une attaque criminelle, et qu'une déclaration de « guerre » contre un ennemi souvent vague et mal défini impliquait des problèmes non seulement logistiques, mais aussi logiques qui causeraient de sérieuses difficultés au bon déroulement du projet.

Le bombardement de l'Afghanistan qui s'ensuivit a bien sûr créé un nombre important de victimes civiles. À la fin de l'année 2001, autant voire davantage de civils innocents avaient été tués en Afghanistan par des bombardements de haute altitude qu'à New York dans les attaques des deux tours jumelles en septembre. Cependant, plus sinistres encore étaient les constantes rumeurs officielles au sujet de prochaines cibles.

Puisque le terrorisme est si difficile à localiser avec précision, il peut être identifié ici ou là, partout en fait. Sa recherche a mené les gouvernements alliés à imposer de sévères restrictions aux libertés civiles conventionnelles et à exercer des pressions intimidantes sur toutes sortes d'autorités.

Le long écroulement du colonialisme s'est déroulé au milieu d'une grande agitation et, dans certains pays, cette agitation a généré un authentique terrorisme. Israël, par exemple, est né après une lutte terroriste prolongée contre l'occupation britannique de la Palestine. Beaucoup d'autres pays ont pris forme dans un chaudron fait de rébellion et de guerre. On peut s'attendre à ce que leur culture politique reflète ce fait.

Étant donné la tournure des événements, il existe aujourd'hui des menaces crédibles que les États-Unis s'engagent dans différentes actions militaires contre la Somalie, le Yemen, l'Irak, le Soudan, les Philippines et peut-être la Syrie. On murmure avec gravité que l'Iran doit adopter un meilleur comportement.

Les précédentes « guerres terroristes » ont été reclassées sous ce label dans l'espoir de cimenter l'Alliance américaine qui est impliquée dans le conflit en Afghanistan. La guerre en Tchétchénie, par exemple, semble maintenant être perçue aux États-Unis comme une offensive au moins partiellement terroriste, impliquant des supporters de Ben Laden dans un combat visant à renverser le pouvoir russe. C'est pourquoi les activités tchétchènes en Géorgie et dans les autres territoires alliés ont été réprimées.

Les conflits dans le monde islamique s'intensifient, depuis les Philippines et l'Indonésie jusqu'au Maghreb. De nouvelles guerres pourraient bien être en gestation dans toute cette immense zone.

Tout cela s'ajuste mal avec la doctrine de la Domination à tous les niveaux (*Full Spectrum Dominance*), qui était la doctrine militaire officielle des États-Unis durant ces dernières années. La fin de la guerre froide laissait clairement les États-Unis en possession du terrain militaire, et ils étaient de loin la puissance la plus forte dans le monde. Les autorités américaines de commandement n'avaient aucun désir de renoncer à cette position, qu'elles trouvaient hautement désirable.

« *Cet objectif de force commune du futur*, annonçaient-elles dans leur *Vision commune 2020* publiée en juin 2000, *s'accomplira à travers la domination à tous les niveaux — la capacité des*

forces américaines, opérant unilatéralement ou en combinaison avec des partenaires et des services spéciaux multinationaux, à défaire n'importe quel adversaire et à contrôler n'importe quelle situation à travers une gamme complète d'opérations militaires. »

Le maintien de la domination dépend du maintien de la supériorité dans le domaine de la technologie militaire, mais aussi de l'« information » militaire. Pour l'état-major américain, l'armée doit avant tout être une force commune capable d'une domination à tous les niveaux. Sa base compte quatre niveaux :

— les intérêts globaux des États-Unis et l'existence permanente d'une large gamme de menaces potentielles sur ces intérêts ;

— le caractère central de la technologie de l'information non seulement sur l'évolution de l'armée américaine, mais sur les capacités d'autres acteurs à travers le monde ;

— la primauté du maintien d'une large gamme d'opérations militaires, qui dépend de l'intégration réussie de partenaires et de services spéciaux multinationaux et des interrelations entre processus, organisations et systèmes ;

— et la confiance envers la force commune pour fonder les opérations militaires américaines futures.

Le modèle de la domination à tous les niveaux implique que les forces américaines soient capables de conduire des opérations promptes, durables et synchronisées dans tous les domaines : espace, mer, terre, air et information.

Savoir tout cela permet de mieux appréhender la signification du programme de « défense antimissiles », en réalité une opération d'invasion militaire de l'espace. Il est devenu de plus en plus évident que la raison pour laquelle les États-Unis ont répudié le traité ABM (anti-missile balistique) n'était pas de prévenir les attaques de missiles sur leur territoire, mais de faciliter le développement de la technologie militaire américaine dans l'espace, ce qui implique de nouvelles expérimentations de grande ampleur dans les techniques du laser, le perfectionnement du système de collecte d'informations basé sur l'espace, et la capacité de détruire les satellites « ennemis » qui pourraient être en train de récolter leurs propres renseignements. Le programme de Guerre des Étoiles devait initier une étape toute nouvelle, au-delà de la technologie nucléaire, pour acquérir des capacités de destruction ultimes — sanction nécessaire pour faire respecter la domination globale.

Nous avons déjà souligné l'application directe de telles doctrines dans le champ terrestre par Zbigniew Brzezinski, qui identifiait la domination de l'Eurasie comme la première étape vers une domination globale. Lorsqu'Alexandre le Grand conquit les Perses, il apprit que leurs rois gardaient les amphores d'eau du Nil et du Danube comme des preuves de leur maîtrise du monde. Brzezinski n'est pas en faveur de demi-mesures de la sorte.

« Pour les États-Unis, la stratégie eurasienne consiste en une gestion réfléchie des États dynamiques sur le plan géostratégique, et en un traitement précautionneux des États instables sur le plan géopolitique, tout en préservant les intérêts des États-Unis qui sont, à court terme, la préservation de sa puissance mondiale spécifique, et à long terme, l'assurance de sa suprématie globale institutionnalisée. Pour traduire cela en employant les termes plus brutaux qui étaient ceux des anciens empires : les trois grands impératifs d'une géostratégie impériale sont de prévenir la collusion entre les vassaux en les maintenant dans la dépendance en matière de sécurité, de maintenir les tributaires soumis et protégés, et de maintenir les barbares désunis. »

Extrapolant sur ce thème, Brzezinski déclare que, pour les Etats-Unis : *« Le scénario le plus dangereux serait une coalition de la Chine, de la Russie et peut-être de l'Iran en une "coalition anti-hégémonique unie non par l'idéologie mais par des griefs complémentaires". »*

Les plans stratégiques des forces américaines ont été développés dans un cadre vraiment ingénieux qui va très loin. Le colonel John A. Warden III, de l'armée de l'air américaine, résumait sa pensée dans son article « L'ennemi comme un système ». Cela représente un profond remaniement des pensées de Clausewitz et de Napoléon qui commence par un examen rationnel sévère de la manière d'accomplir les objectifs des États-Unis.

Le colonel Warden dit : *« Au niveau stratégique, nous atteignons nos objectifs en causant de tels changements à une ou plusieurs parties du système physique de l'ennemi que, soit l'ennemi décide d'adopter nos objectifs, soit nous le rendons physiquement incapable de s'opposer à nous. Nous appelons cette dernière alternative "paralysie stratégique". Le choix des parties du système ennemi à attaquer dépend de nos objectifs, du point jusqu'auquel l'ennemi veut nous résister, de ses capacités, et des efforts que nous sommes physiquement, moralement et politiquement capables d'exercer. »*

Mais que ce que signifie le « système » ennemi ? Warden propose un modèle simplifié formé de cinq anneaux. Le commandement ou le cerveau est au centre. Le second cercle contient les qualités organiques essentielles, la nourriture, l'énergie, etc. Le troisième représente l'infrastructure, les connexions vitales et l'ossature essentielle — les routes, les champs aériens, les usines, les lignes de transmission. Le quatrième anneau est la population, qui est soutenue par ces éléments

essentiels et qui est nécessaire pour les soutenir en retour. Enfin, et de fait moins important dans de nombreux cas de figure, il y a le cercle du système de combat. Le but de la guerre moderne est d'éviter de faire parler les armes et de tuer les soldats. Les contrôleurs de la guerre moderne cherchent à atteindre cet objectif en exerçant suffisamment de pression sur les autres anneaux pour infléchir le leadership ennemi dans la direction qui leur convient.

Le colonel Warden explique ces catégories par une série de diagrammes compliqués. Mais de tels diagrammes ne sont pas nécessaires pour comprendre qu'à l'intérieur de ce modèle, les généraux américains se contrefichent de savoir si les tanks détruits par leurs roquettes sont faits de métal ou de contre-plaqué, comme l'étaient de nombreux leurres déployés en Yougoslavie. Ce qui leur importe est la destruction du système, si ce n'est la liquidation de son commandement par les dommages cumulés infligés aux caractères essentiels (anneaux) qui le soutiennent.

« Nous ne devons pas commencer notre réflexion sur la guerre par les outils de la guerre — les avions, les tanks, les navires et ceux qui les gouvernent. Ces outils sont importants et ont leur place, mais ils ne peuvent être notre point de départ et nous ne devons pas les voir comme des caractères essentiels de la guerre. Combattre n'est pas l'essence de la guerre ni même une partie désirable de celle-ci. L'essence réelle de la guerre est d'obliger nos ennemis à accepter nos objectifs comme leurs objectifs. » Bien sûr, de telles doctrines ont leur vie propre et peuvent évoluer de différentes façons. Mais pour comprendre cela, les mouvements pacifistes ont besoin de faire le point quant aux implications de cette réflexion sur notre propre sagesse conventionnelle.

On s'était habitué à penser qu'il existait une loi de la guerre et que les conventions de Genève pouvaient opérer comme une contrainte sur de mauvais comportements militaires. Mais la recherche de la destruction de l'ennemi « comme un système » fait planer un sérieux doute quant à la portée de cette réflexion. Comment les conventions de Genève, qui régissent la protection des enfants et, de là, des femmes, peuvent-elles s'accorder aux bombardements de haute altitude comme principe méthodique de destruction ? Comment les exigences de la guerre contre le terrorisme peuvent-elles être conciliées avec les conventions de Genève sur la protection des prisonniers de guerre, quand les interrogations de prisonniers ne sont plus soumises à aucune règle et quand ils peuvent être enchaînés, isolés et incarcérés dans des conditions impensables, à deux continents de leur lieu de capture ?

Avec la domination qui est en jeu, comment les petits États peuvent-ils préserver leur intégrité et leur autonomie ? Comment les institutions de l'ONU qui, une fois posé leur prétendu rôle de protecteur des faibles, peuvent-elles échapper aux influences et aux pressions inavouées dans un contexte de domination complète ? Comment les qualités des institutions internationales peuvent-elles être préservées dans un contexte de pouvoir envahissant et menaçant ? Et comment les ONG peuvent-elles faire respecter la paix liée aux droits de l'homme quand tous deux subissent des menaces récurrentes ?

En bref, toute l'architecture de paix qui était notre héritage de la Seconde Guerre mondiale, incluant l'établissement des Nations unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme, est maintenant ébranlée. Les principes sur lesquels nos parents ont fondé le cadre des Nations unies ne sont plus inaltérables et, de là, ce cadre est en danger. Les mouvements pacifistes doivent bien se pénétrer de ces nouvelles circonstances afin de mieux valoriser leurs propres principes durables. Ce n'est pas la domination mais la démocratie qui est la clé d'un ordre mondial humain. Il est facile, dans de tels temps troubles, de perdre le fil et de négliger la forme par rapport au fond. Mais la paix et les droits de l'homme sont les fondations absolues sur lesquelles l'équilibre d'après-guerre a été conçu, et nous avons besoin d'être bien sûrs que ces fondations sont défendues et sécurisées. Leur défense effective requerra probablement leur réforme globale, une véritable re-fondation. Notre but, partant de là, n'est pas seulement de mettre un terme à la guerre, mais de poser les bases d'une paix qui intègre l'accomplissement de l'homme. L'autre nom de cette paix est la démocratie.

Le premier pas à faire en ce sens est assurément d'améliorer nos propres relations avec les autres et, lorsque c'est possible, de coordonner nos efforts et d'en tenir toujours les autres informés. Il y a déjà une forte volonté en Europe de joindre les forces de chacun, dans un réseau renouvelé, pour les droits de l'homme et la paix. Mais l'Europe n'est ni une forteresse ni une île. Nous avons le devoir que notre message de paix atteigne le monde entier.

Tout d'abord, nous devrions chercher le dialogue avec ceux qui partagent nos vues aux États-Unis. Nous devrions peut-être envisager la création d'une délégation de paix qui fasse la tournée de quelques cités américaines importantes et qui parle avec ceux qui sont disposés à nous rencontrer. D'autre part, le temps est venu pour un échange sérieux de vues entre les mouvements des droits de l'homme et de la paix en Europe et en Asie du Sud-Est. La guerre menace de se répandre dans de nombreux territoires de

cette dernière région et il est urgent que nous informions nos proches de ces problèmes, et que nous leur fassions comprendre qu'un autre monde est possible.

La paix et les droits de l'homme ont été possibles durant un long moment, mais nous sommes actuellement confrontés à une véritable crise qui nous impose de les réinstaurer. **K. C.**

Pour en savoir plus sur la Fondation Bertrand Russel : www.russfound.org.

Ce texte est extrait du *Courriel d'information* diffusé par Attac (n° 310, vendredi 1er mars 2002). Traduction : Matthieu Damian, traducteur bénévole.

La nuit de l'objection...
et des résistances à la militarisation
Au Cun du Larzac, du 13 au 17 juillet 2002

Les derniers appelés incorporés comme objecteurs seront libérés en juillet 2002. La fin du service national actif nécessite de se poser la question de l'avenir de l'objection de conscience. Pour certains, elle est uniquement considérée comme une opposition au service militaire. Pourtant, l'objection de conscience est bien plus que cela.

La fin du service national actif marque un tournant pour ce mouvement, mais l'objection de conscience nous paraît plus que jamais d'actualité et s'inscrire dans l'avenir.

Pour marquer ce passage, nous avons eu envie de réunir tous ceux et celles qui se sentent objecteurs, pour une grande fête de l'objection. Une fête où chacun de nous sera acteur pour retracer les grandes étapes de ce mouvement, partager nos visions du monde, échanger, et construire un nouvel avenir à l'objection de conscience.

Le lieu

Le Cun du Larzac est né lors de la lutte contre l'extension du camp militaire du Larzac, dans les années 1970, de la rencontre féconde entre les paysans du plateau et les militants pacifistes et non-violents venus les soutenir. Basé sur des principes non-violents et écologiques quant à sa construction et à son fonctionnement, il est un important lieu de formation et de rencontre sur la non-violence.

Le Cun du Larzac a déjà accueilli le Forum Objection en 1985 et les Assises de l'objection en 1991.

Les conditions d'accueil

Le logement se fera sous tentes dans le camping du Cun. D'autres solutions d'hébergement sont envisageables (nous contacter). Des repas collectifs sont prévus sur place (cuisine individuelle également possible). Une participation de 5 à 10 euros par jour sera demandée à chacun des participants.

Le programme des festivités

Samedi 13 juillet

Après l'accueil des participants dans la matinée, le Cun se transformera en une véritable fourmilière géante où chacun sera convié à préparer une fête qui aura le couleur du partage et de la bonne humeur.

À partir de 21 heures : La nuit de l'objection

Sous les étoiles du Causse du Larzac, fermez les yeux et écoutez. Il était une fois l'objection..., des hommes et des femmes qui refusèrent de dire oui car leur conscience leur dictait de dire non ! Une nuit pleine de surprises...

Dimanche 14 juillet

En fin de matinée, nous rejoindrons Millau pour partager avec les passants un pot citoyen composé de spécialités régionales apportées par chacun des participants.

L'après-midi, au Cun, les propositions seront variées : débats, spectacles, ateliers divers (artistiques, cirques, jeux alternatifs...). Chacun, enfant comme adulte, pourra composer son propre programme suivant ses envies.

La soirée sera musicale et festive.

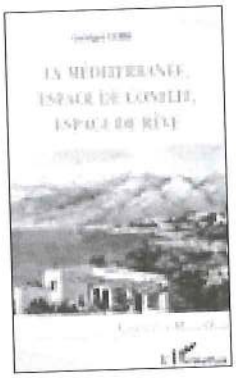
Lundi 15 - Mardi 16 - Mercredi 17 juillet

Deux jours pour discuter, réfléchir, débattre (à partir des thèmes proposés par les participants du week-end), construire, autour du thème de l'objection. Sans oublier des temps de détente pour se promener, visiter, se baigner, participer à des ateliers artistiques... Les soirées seront festives.

Le mercredi matin, une action symbolique sera réalisée avant le départ de chacun.

POUR TOUT CONTACT, INSCRIPTION, ETC. : La Nuit de l'Objection, c/o Martin Cayrel
71, rue de Charenton, 75012 PARIS • Tél. : 01 43 41 86 50 • Mail : lanuitdelobjection@voila.fr

Notes de lecture



L'islamisme en face
François Burgat
Éditions La Découverte, 2002, 306 pages, 11,40 €

La Méditerranée, espace de conflit, espace de rêve
Georges Corm
Éditions L'Harmattan, 2001, 374 pages, 29 €

Les deux auteurs nous offrent une publication mise à jour d'écrits datant des années 1990. Ils ont en commun une longue connaissance de terrain des questions dont ils traitent et la volonté de nous donner des analyses aux antipodes du discours dominant des médias occidentaux et des thèmes que journalistes et commentateurs accréditent dans nos opinions pour faire du monde arabe et de l'islam des repaires de fanatisme et de terrorisme rendant inévitable, pour notre vingt et unième siècle, une « guerre des civilisations » à la Huntington, ce mauvais ouvrage simpliste venu des États-Unis.

L'un et l'autre accordent une grande attention aux questions de méthode qui permettent de ne pas tomber dans les pièges d'un « actualisme » sans recul ; profondeur des courants historiques, diversité des conditions géographiques du monde musulman et particularités des évolutions de leurs sociétés sont prises en compte, les faux concepts à la mode dénoncés en particulier celui d'une dynamique identitaire focalisée sur le « retour du religieux ».

Georges Corm centre son recueil d'articles sur le Proche-Orient et met en évidence les manipulations auxquelles les grandes puissances n'ont cessé de recourir pour maîtriser ce carrefour et ses ressources à l'heure de l'impérialisme colonial européen comme à celle de l'hégémonie américaine qui lui a succédé depuis 1956. Il démontre combien les valeurs de la démocratie et des droits de l'homme affirmés au niveau international ont été dans cette région du monde constamment détournées et bafouées — qu'il s'agisse de la construction des États nés de la destruction de l'empire ottoman ou de l'inégalité de leur traitement depuis les années 1975-1990.

Il insiste sur le cas exemplaire de son pays d'origine, le Liban, vitrine sanglante de cette période et modèle de la communautarisation politique d'un État. Il rappelle aussi combien l'établissement d'un Foyer national juif en Palestine ne pouvait qu'exacerber un affrontement à connotation religieuse au Moyen-Orient, portant un coup sévère à la laïcité comme fondement d'une organisation égalitaire des rapports humains.

Une dernière partie, consacrée à la marginalisation économique de la Méditerranée, présente les faiblesses historiques et l'insuffisance des politiques d'ajustement structurel préconisées à l'égard des États de la région. Là encore, les problèmes de la reconstruction de Beyrouth à l'heure de la mondialisation sont emblématiques de l'aveuglement de la logique financière qui la sous-tend...

Notre auteur ne conçoit une politique d'apaisement durable au Moyen-Orient que dans une application rigoureuse des valeurs de la démocratie où le droit laïc et le dialogue organisé dans le pluralisme des opinions doivent permettre de venir à bout d'un terrorisme intellectuel et religieux « très fort dans les deux camps » qui a conduit aux impasses d'aujourd'hui.

L'analyse et les solutions que propose François Burgat ne sont pas les mêmes parce qu'il centre son travail sur les États à population massivement musulmane du Nord de l'Afrique — du Maroc à l'Égypte — et sur les multiples courants que nos médias simplifient en un seul islamisme fanatique et terroriste.

Enquêtes et interviews de personnalités lui permettent donc de préciser les itinéraires du malentendu arabo-occidental comme de l'évolution ayant mené à travers les années 1970 d'un nationalisme anticolonial en quête de modernisation aux islamismes diversifiés actuels. Prenant souvent appui sur les exemples égyptien et algérien, notre auteur examine tour à tour les rapports des islamistes et de la violence, de l'islamisme et de la démocratie, de la place des femmes et des difficultés à définir une modernité dans un contexte de grande pauvreté doublée de fortes inégalités...

On retiendra notamment les chapitres dénonçant la spirale de la violence dans l'Égypte de Moubarak, mettant en avant les déchirures de l'Algérie, montrant comment très vite le processus d'Oslo est apparu au peuple de Palestine (Gaza surtout) comme un piège sans issue.

À la fois dénonciateur des régimes politiques arabes antidémocratiques et oppressifs et plaidant pour la nécessité que les populations musulmanes ont de restaurer leur culture mise à mal par deux siècles de domination occidentale. François Burgat croit qu'une nouvelle démocratie peut sortir de la confusion du monde présent.

Il y a avec ces deux ouvrages de quoi nourrir une sérieuse réflexion sur les limites de la mondialisation libérale économique et culturelle dont on nous rebat trop facilement les oreilles.

Michel Robert

Pourquoi les guerres ? Un siècle de géopolitique

François Géré

Larousse, 2002, 192 pages, 19,70 €

Ouvrage dense permettant au lecteur de disposer d'une grille d'analyse des conflits, d'un espèce de répertoire des mobiles et des acteurs du jeu géostratégique d'aujourd'hui et de repérer les foyers de tensions potentiels de demain. Une abondante cartographie, fournie par *Courrier international*, vient donner un éclairage complémentaire fort utile.

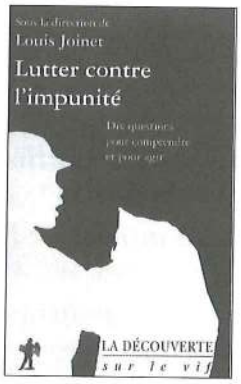
« *Le XXIe siècle s'ouvre dans une ambiance de nihilisme, de violence sans raisons apparentes, ni mobiles déclarés,* explique François Géré dans l'avant-propos. *Et cependant la guerre, conduite par des acteurs, animés par des mobiles, utilisant des techniques obéissant à des principes découverts par des scientifiques et appliqués par des ingénieurs, procède d'une rationalité propre, se plie même à des règles de droit, celles-là mêmes qui conduisent à la paix.* »

Mais ce livre a en quelque sorte le défaut de ses qualités... Le souci d'exhaustivité combinée aux contraintes « architecturales » de la collection, conduit à une accumulation d'information qui nuit à la compréhension du phénomène de la guerre et de ses logiques en œuvre. L'ouvrage est agréable à consulter mais la lecture des modules nous laisse un peu sur notre faim... **P. B.**

Lutter contre l'impunité Dix questions pour comprendre et pour agir

sous la direction de Louis Joinet

La Découverte, 2002, 142 pages, 7,5 €



La lutte pour la justice, pour la force du droit contre le cynisme de la raison d'État a pris ces dernières années une résonance nouvelle avec la mise en place de tribunaux internationaux *ad hoc* (ex-Yougoslavie et Rwanda). Cet ouvrage, est le fruit d'un travail collectif qui réunit juristes et militants engagés dans la lutte pour les droits de l'Homme.

Si les « *relations entre justice et réconciliation, mémoire et paix civile, sont complexes* », « *l'amnésie comme la vengeance engendrent toujours le pire* ».

Cela fait déjà de nombreuses années que la question du droit international, d'un justice internationale est posée. Certes, des tribunaux internationaux ont déjà été institués : tribunal de Nuremberg et tribunal de Tokyo au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, mais l'élément nouveau aujourd'hui, « *est l'irruption des sociétés civiles dans ce débat* » qui permet aux victimes de sortir de leur confinement et d'accéder au statut d'acteur. Et tel est bien le but de cet ouvrage que de permettre à tout un chacun de comprendre et donc de mieux « *maîtriser ces nouvelles armes du droit* » international qui se met progressivement en place, afin de les intégrer dans leur action militante, politique, pour que tous « *les criminels d'État et autres voyous mercenaires qui se croient abrités par l'Histoire* » sachent que « *leur impunité n'est plus assurée* ». **P. B.**

La guerre d'Algérie au miroir des décolonisations françaises

Actes du colloque en l'honneur de Charles-Robert Ageron, Sorbonne, novembre 2000

Société française d'histoire d'outre-mer, Paris, 2000, 688 pages, 28,97 €

Auteur d'une thèse sur *Les Algériens musulmans et la France 1871 1919* qui en 1968 fit date, Charles-Robert Ageron est depuis un tiers de siècle le grand historien de l'Algérie coloniale, un chercheur infatigable et l'animateur des travaux qui s'efforcent de donner une vision vraie et dépassionnée du violent XXe siècle que connut la nation algérienne. Ses collègues et disciples ont tenu à lui rendre hommage dans un colloque à la Sorbonne et ce gros ouvrage contient leurs interventions. On y trouvera donc un état des lieux de la recherche et des orientations concernant une guerre d'Algérie étudiée dans le contexte le plus large, celui des relations entre communautés des années vichystes à la fin de l'Algérie française, celui des résonances internationales de la guerre sans nom, celui des rapports du conflit avec les autres théâtres de la décolonisation à la française (Vietnam, Maroc, Tunisie, Cameroun), celui du retentissement en métropole....

Parce qu'ils ouvrent le mieux sur les continuités passé-présent, je retiendrai particulièrement les communications sur « Administration coloniale, élus et religieux musulmans face à l'indépendance du culte musulman en Algérie » de Michel Renard ; sur « Les contradictions du droit colonial algérien de la citoyenneté » de Laure Blévis ; sur « La loi sur les institutions de l'Algérie de février 1958 » de Paul Isoart ; les articles traitant de l'évolution du FLN à travers le conflit du Comité central exécutif au GPRA de Mohammed Harbi ; la structuration du projet nationalitaire de l'idéologie du FLN, puis de l'État national de Hassan Remaoun, sont de grand intérêt. À noter enfin que les problèmes des sources et des méthodes sont largement abordés — notamment la place des entretiens avec les anciens des deux bords — et que la dernière partie offre des perspectives importantes ; grâce à Guy Pervillé, « L'histoire peut-elle réconcilier les mémoires antagonistes de la guerre d'Algérie ? » et Benjamin Stora, « Algérie et Maroc : les générations politiques du nationalisme ».

Ni l'histoire économique — grands travaux et grandes entreprises dans l'Algérie colonisée, coût de 1a guerre d'Algérie — ni l'analyse des épisodes de l'affrontement ne sont négligés... De quoi satisfaire les lecteurs les plus exigeants. **M. R.**

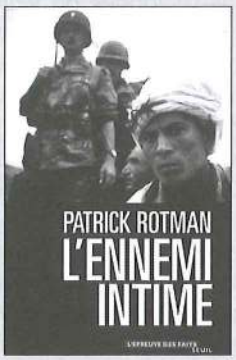
L'ennemi intime

Patrick Rotman

Le Seuil, Paris, 2002, 267 pages, 19 €

Voilà déjà des années que Patrick Rotman s'interrogent, nous interrogent sur cette guerre sans nom... N'a-t-il pas fallu attendre 1999 pour que la France, l'État français plus précisément, reconnaisse qu'il y avait bien eu une « guerre » en Algérie et pas seulement des « opérations de maintien de l'ordre »...

Dès la fin des années 1970 avec Hervé Hamon, ils écrivaient une histoire de la résistance française à la guerre d'Algérie, *Les porteurs de valise*. Travail qui s'est poursuivi au début des années 1990 avec un ouvrage et un documentaire donnant la parole à des appelés partis combattre en Algérie.

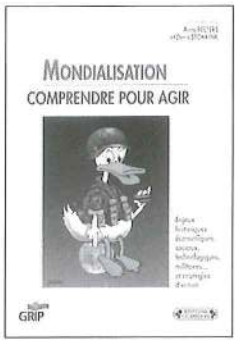


Aujourd'hui la recherche de Patrick Rotman s'est en quelque sorte resserrée autour de la question de la violence extrême, de comment un individu « normal » peut-il devenir un tortionnaire, un bourreau ? Qu'est-ce qui fait qu'une personne bascule dans une sorte de spirale infernale ou dans un silence complice face aux actes de tortures, de viols, d'humiliations ?

Ce livre s'inscrit dans une prise de parole plus générale au sein de la société française sur cette « page noire » de notre histoire trop longtemps occultée non seulement par ceux qui en ont été les acteurs mais également par l'ensemble des Français pour qui *« il n'était pas envisageable que la France ait fait ça. Donc ils ne voulaient pas entendre, ils ne pouvaient pas entendre. Et donc on ne le disait pas »* comme nous explique Jean-Paul Bouland, interrogé par l'auteur.

Livre important dans la mesure également ou il nous renvoie, comme son nom l'indique, à l'intime, c'est-à-dire à nous interroger sur nous-mêmes. Comment réagirions-nous dans une situation similaire ?

Les entretiens étaient filmés et ont donné naissance également à un remarquable documentaire diffusé sur France 3 en mars 2002 en trois parties qui retrace les heures sombres de la guerre d'Algérie au travers de vingt-deux témoignages bouleversants. Ce documentaire d'une durée de 3 heures 25 est également diffusé en vidéo. **P. B.**



Mondialisation Comprendre pour agir

Anne Peeters et Denis Stokkink (direction)

Coédition Grip*/Éditions Complexe, Bruxelles, 2002, 197 pages, 24,67 €

Grip, rue Van Hoorde, 33, B-1030 Bruxelles, Belgique

Cet ouvrage analyse les *« enjeux historiques, économiques, sociaux, technologiques, militaires... et stratégies d'action »*. Bref, de quoi alimenter la réflexion pour tout un chacun qui souhaite ne pas se limiter à des réactions émotionnelles face à la déferlante néo-libérales et à la domination états-unienne mais participer à l'ébauche de résistance en s'appuyant sur un argumentaire étoffé. **P. B.**

Livres reçus

L'armée de terre française. De la défense du sanctuaire à la projection, **Jérôme de Lespinois** (tome 1 : 1974-1981 ; tome 2 : 1981-1996), L'Harmattan, Paris, 2001, 939 pages

La formation des officiers de l'armée de terre de 1802 à nos jours, **Jean-François Delbos,** L'Harmattan, Paris, 2001, 178 pages

La réforme de la défense. Premiers enseignements. Actes du colloque des 3 et 4 octobre 2001, **Ministère de la défense,** 2002, 189 pages

Ramsès 2002, Les grandes tendances du monde, **Ifri,** Dunod, Paris, 2001, 370 pages

La révolte des sagaies. Madagascar 1947, **Eugène-Jean Duval,** L'Harmattan, Paris, 2002, 363 pages, 29 e

La transition guerrière yougoslave, **Marina Glamocak, préface d'Alain Joxe,** L'Harmattan, Paris, 2002, 287 pages, 22,90 e

L'empire en guerre. Le monde après le 11 septembre, **Collectif,** co-édition Le Temps des Cerises/EPO, Paris/Bruxelles, 2002, 237 pages, 14,50 e

Global Corruption Report 2001, **Transparency International,** Berlin, 2001, 314 pages

L'eau autour de la Méditerranée, **Philippe Dugot,** L'Harmattan, Paris, 2001, 189 pages

L'Afrique politique 2001. Réformes des États africains, Éditions Karthala, Paris, 2001, 285 pages

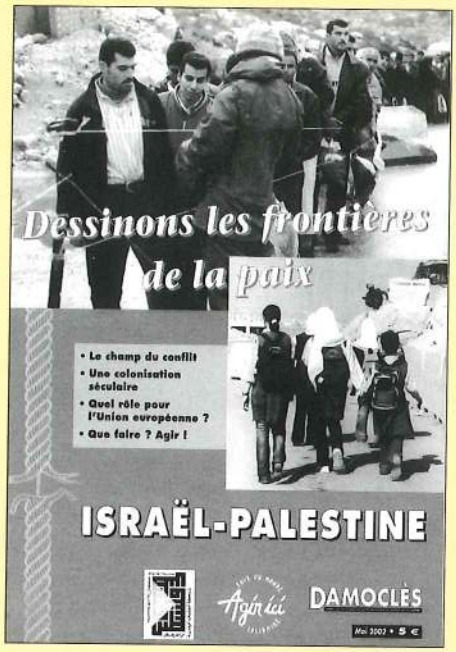
Kosovo. Les mémoires qui tuent. La guerre vue sur Internet, **Chantale Quesnoy, préface de Louise Arbour,** Les Presses de l'université Laval/L'Harmattan, Montréal/Paris, 2001, 212 pages

Asie centrale. Le nouveau grand jeu, **Patrick Karam,** L'Harmattan, Paris, 2002, 322 pages

Les guerres qui menacent le monde. **L'analyse des grands experts français recueillie par Béatrice Bouvet et Patrick Denaud,** Kiron/Éditions du Félin, Paris, 2001, 140 pages

L'industrie française. Analyse et chiffres clés, édition 2001-2002, **Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie,** Paris, 2001, 255 pages, 22 e

Ouvrage de référence



Israël-Palestine
Dessinons les frontières de la paix

Plateforme des ONG pour la Palestine
Agir ici pour un monde solidaire
et revue Damoclès 36 PAGES

Disponible auprès du ***CDRPC****,*
187, montée de Choulans 69005 Lyon
contre un chèque de ***6 €*** *(port compris)*

Agir Ici pour un monde solidaire *et la* ***Plateforme des ONG françaises pour la Palestine*** *on lancé le 24 avril 2002 une campagne d'action :* **« Occupation : pas d'Accords ! L'Europe peut agir pour la paix au Proche-Orient »** *qui vise à mettre un terme à l'occupation par Israël des Territoires palestiniens, pour sortir de la logique de guerre et parvenir à une paix juste et durable entre les deux peuples. Dans le cadre de cette campagne nous avons participé à la réalisation d'une brochure-argumentaire réalisée à partir du dossier paru dans* Damoclès *n° 90 mis à jour et largement complété. Voir sommaire.*

CONTEXTE : Les champs du conflit ; L'histoire d'une Terre ; De Madrid à Oslo ; Le droit contre la violence.

COLONISATION : Dans quelle logique s'inscrit la colonisation ; Un lent processus de dépossession et d'exclusion ; L'eau : un enjeu du conflit israélo-palestinien ; Palestine : une économie enclavée et dépendante d'Israël ; L'Intifada *Al Aqsa* • Conséquence de l'Intifada sur la santé.

PRESSIONS : Quel rôle pour l'Union européenne ? ; L'accord d'association : un moyen de pression sur le gouvernement israélien ; Les institutions européennes : repères ; L'aide de l'Union européenne et les destructions.

AGIR ! : L'urgence de l'envoi d'une force internationale en Palestine ; L'implication de la société civile ; Et du côté de la société israélienne ? ; Extraits des 80 thèses pour un nouveau camp de la paix en Israël de Gush Shalom ; Les enfants de Palestine ; Pour en savoir plus.

Pour participer à l'action *« Occupation : pas d'Accords ! »*, vous pouvez commander des documents de campagne auprès de : Agir ici (104, rue Oberkampf, 75011 Paris ; ou de la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine (14, passage Dubail, 75014 Paris).

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnement

4 numéros (un an) :
France : **24,39 €**
Europe : **30,49 €**
Autres pays : **33,54 €**
Etudiants, chômeurs, tarif réduit : **18,29 €**
Soutien à partir de **40 €**
Abonnements groupés *Damoclès/La lettre de l'Observatoire :* un an/8 n° : **30,49 €**

TVA (2,10 %) incluse

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

.....

Code postal .....

Tél. .....

❑ S'abonne à *Damoclès* à partir du n° : .....

❑ S'abonne à *Damoclès* et à *La lettre de l'Observatoire* pour un an

Chèque à l'ordre du CDRPC, CCP Lyon 3305 96 S

À renvoyer à* Damoclès, *187, montée de Choulans 69005 Lyon

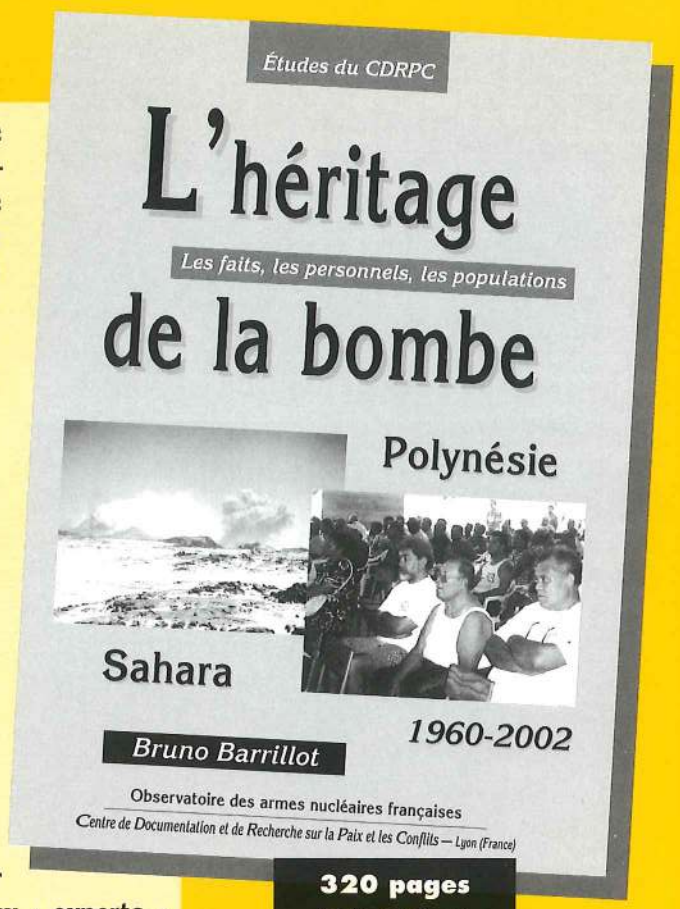
Directeur de publication : Patrice Bouveret • CPPAP n° 67010 • Imprimé par **Atelier 26** (Tél. 04 75 85 51 00)
ISSN 0296-1199 • Maquette : CDRPC • Dépôt légal à date de parution

INDISPENSABLE

Depuis octobre 1945 — lorsque le général de Gaulle, quelques semaines après les bombardements d'Hiroshima et Nagasaki, décida de créer le Commissariat à l'énergie atomique pour « faire la bombe » — on a imposé la règle du secret militaire à toutes les activités liées à l'arme nucléaire : centres de recherche secrets, fonds secrets, sites d'expérimentation secrets (ne parlait-on pas de « Territoires du sud » pour désigner les centres d'essais sahariens ?), dossiers médicaux secrets... Le fonctionnement normal de la démocratie s'est soudain effacé devant la « divinité » nucléaire qui devait hausser la France dans le nirvana des grandes puissances de la planète.

Les essais nucléaires de la France n'ont pas, contrairement à ce qu'affirment sans cesse depuis quarante ans nos dirigeants militaires et politiques et la plupart des scientifiques du CEA, été sans accidents et incidents et leurs conséquences globales nocives pour la santé et l'environnement.

Ce livre ouvre un débat qui n'a jamais eu lieu dans notre pays, pas même au Parlement. N'est-il pas temps que la voix des citoyens soit enfin entendue par ceux qui, hélas en notre nom, n'ont prêté l'oreille qu'aux « experts » qui, après tout, n'étaient que des « apprentis sorciers ».



320 pages
21,20 €
port compris

À commander au *CDRPC*, 187, montée de Choulans, F-69005 Lyon
Chèques à l'ordre du CDRPC : CCP Lyon 3305 96 S

Informer et agir pour la paix

Créé en 1984, le *Centre de documentation et de recherche sur la paix et les conflits (CDRPC)* a développé en France — à l'instar de ce qui existe dans de nombreux autres pays — un outil indépendant pour effectuer des recherches, assurer des actions de formation et diffuser de l'information sur les questions de guerre et de paix, de militarisation et de désarmement afin de permettre à de plus larges pans de la société civile (associations, syndicats, organisations politiques, médias, etc.) de se réapproprier ces questions. Les travaux du Centre porte principalement sur l'industrie d'armement, les exportations d'armes de la France et sur les forces nucléaires françaises. C'est pourquoi le CDRPC a mis en place deux observatoires : l'*Observatoire des transferts d'armements* en 1994 et l'*Observatoire des armes nucléaires françaises* en 1999. Vous pouvez soutenir notre activité en devenant « amis du CDRPC » et vous tenir au courant de nos actions et de nos dernières publications en consultant notre site internet :

www.obsarm.org